



COMMUNAUTE DE COMMUNES SAINT MEEN MONTAUBAN

Manoir de la Ville Cotterel

46 rue de Saint Malo CS 26042

35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE

NOUVELLE STATION D'EPURATION DE MONTAUBAN DE BRETAGNE ET RESEAU DE  
TRANSFERT

---

# DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

## 0 - REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date remise de l'offre : **24 Juillet 2025 à 12 h**



### Suivi du document :

08180090-804-DCE-RC-082-D-RC

---

Indice	Établi par	Approuvé par	Le	Objet révision
D	L. KALID TORRES	C. SIMON	07/05/2025	Remarques CC-ST MEEN
C	L. KALID TORRES	C. SIMON	28/04/2025	Remarques CC-ST MEEN
B	L. KALID TORRES	C. SIMON	15/04/2025	Ajouts partie PRG
A	L. KALID TORRES	C. SIMON	13/02/2025	Établissement

---

# Sommaire

<b>ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>8</b>
2.1. Définition de la procédure .....	8
2.2. Structure de la consultation.....	8
2.3. Structure du marché.....	8
2.4. Type de contractants .....	8
2.5. Variante .....	9
2.6. Prestations supplémentaires éventuelles .....	9
2.7. Compléments et dérogations à apporter au cahier des charges de la consultation .....	9
2.8. Modifications de détail au dossier de consultation .....	9
2.9. Délai de validité des offres.....	9
2.10. Délais d'exécution .....	10
2.11. Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	10
2.12. Travaux réalisés à proximité de réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution .....	10
2.13. Conditions particulières d'exécution.....	11
2.14. Eco-contribution concernant les matériaux et produits de construction pour le bâtiment.....	11
2.15. Hausse des matières premières .....	11
<b>ARTICLE 3. CONTENU ET MODALITÉS DE CONSULTATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES</b>	<b>12</b>
3.1. Contenu du dossier de consultation des entreprises .....	12
3.2. Modalités de consultation du dossier de consultation des entreprises .....	12
<b>ARTICLE 4. CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS ET SÉCURISATION DE LA PROCÉDURE .....</b>	<b>12</b>
4.1. Conditions de transmission des plis .....	12

4.2.	Modalités de sécurisation de la procédure .....	13
<b>ARTICLE 5.</b>	<b>MODALITÉS DE PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>14</b>
5.1.	Documents à produire au titre de la candidature .....	14
5.2.	Présentation des offres.....	17
5.2.1.	Visite sur site .....	17
5.2.2.	Documents à fournir .....	18
5.2.3.	Contenu des documents fournis .....	18
<b>ARTICLE 6.</b>	<b>MODALITÉS D'OBTENTION DES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 7.</b>	<b>RECOURS A D'AUTRES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES.....</b>	<b>18</b>
7.1.	Opérateurs économiques invoqués à l'appui de la candidature .....	18
7.2.	Dispositions concernant la sous-traitance.....	18
<b>ARTICLE 8.</b>	<b>SIGNATURE ÉLECTRONIQUE DES PIÈCES.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 9.</b>	<b>SÉLECTION DES CANDIDATURES, EXAMEN DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ .....</b>	<b>19</b>
9.1.	Vérification et sélection des candidatures .....	19
9.2.	Examen des offres et attribution du marché .....	20
9.2.1.	Conditions générales .....	20
9.2.2.	Critères d'évaluation des offres.....	20
9.2.3.	Attribution du marché .....	22
<b>ARTICLE 10.</b>	<b>SIGNATURE DU MARCHÉ .....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 11.</b>	<b>DOCUMENTS JUSTIFICATIFS DE RÉGULARITÉ FISCALE ET SOCIALE .....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 12.</b>	<b>INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>25</b>
12.1.	Traitement des données personnelles .....	25
12.2.	Instance chargée des procédures de recours .....	25

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

# RÈGLEMENT DE CONSULTATION

---

**OBJET DE LA CONSULTATION :**

NOUVELLE STATION D'EPURATION DE MONTAUBAN DE BRETAGNE ET RESEAU DE TRANSFERT

**POUVOIR ADJUDICATEUR MAITRE D'OUVRAGE :**

**COMMUNAUTE DE COMMUNES SAINT MEEN MONTAUBAN**

Manoir de la Ville Cotterel  
46 rue de Saint Malo CS 26042  
35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE

**REPRÉSENTANT DU MAITRE D'OUVRAGE:**

Monsieur Philippe CHEVREL  
Président

**CONDUCTEUR D'OPERATION /**

Monsieur Nicolas CHIRACHE  
Responsable service Eau et Assainissement

**MAITRE D'ŒUVRE :**

**CABINET BOURGOIS**  
3 rue des tisserands  
35830 BETTON

<b>Date et heure limite de remise des candidatures et des offres : 05 Aout 2025 à 12 h</b>
--

## ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la réalisation des prestations nécessaires à la construction de la nouvelle station d'épuration de Montauban de Bretagne, intégrant la construction du nouveau poste de relèvement général, le remplacement d'une portion du réseau de collecte en amont, la construction du réseau de transfert entre le PRG et la nouvelle station, ainsi que la démolition de la station existante.

La station d'épuration aura une capacité nominale de 15 700 EH et une charge hydraulique nominale de 6 200 m<sup>3</sup>/j et 400 m<sup>3</sup>/h.

Les travaux de construction comprennent notamment :

- ▶ La déconstruction totale de la station d'épuration actuelle (radier compris), en deux temps :
  - > Phase 1 : démolition du silo à boues liquides et de l'ancien chenal d'aération ;
  - > Phase 2 : une fois la nouvelle station d'épuration délocalisée mise en service, l'ensemble des autres ouvrages seront démolis.
- ▶ La construction du nouveau poste de relèvement général :
  - > La construction d'un nouveau poste de refoulement comprenant trois pompes, dont une de secours de débit unitaire 400 m<sup>3</sup>/h et de HMT de 25 m, avec dégrilleur vertical (40 mm), 1 ballon anti-bélier ARAA 1000 L dont 750 L de volume de chambre d'air comprimable ;
  - > La construction d'un bassin de stockage de sécurité et de régulation de 400 m<sup>3</sup> enterré en béton armé protégé des attaques H<sub>2</sub>S par mortier d'aluminate de calcium projeté ;
  - > La construction d'un local d'exploitation comprenant un local électrique, un local de stockage des réactifs de traitement anti-H<sub>2</sub>S (2 cuves de 5 m<sup>3</sup> unitaire), d'un local de désodorisation (1 cuve de 5 m<sup>3</sup>), et chambre de vannage ;
  - > La construction d'un système de ventilation et désodorisation pour le PRG, le bassin de stockage et le local d'exploitation ;
  - > Le raccordement des réseaux d'amenée au futur ouvrage de refoulement (environ 250 ml) en PP Ø 400, Ø 315 et Ø 200.
- ▶ La construction du réseau de transfert entre le nouveau PRG et la future station (environ 950 ml) en PEHD PE 100 PN 10 Ø 315, y compris forage horizontal pour la traversée de la RD 28 (40 ml).
- ▶ La nouvelle station d'épuration
  - > Filière eau :
    - La mise en place de 2 équipements en parallèle : 1 dégrilleur vertical (6 mm) pour un débit jusqu'à 200 m<sup>3</sup>/h et 1 tamis (2mm) à partir de 200 m<sup>3</sup>/h ;
    - La construction d'un dégraisseur-dessableur cylindro-conique ;
    - La construction d'un bassin d'aération (avec zone de contact) ;
    - La construction d'un clarificateur ;
    - La construction d'un traitement tertiaire par coagulation/floculation et filtration sur maille de 10 µm ;
    - La construction d'un canal de comptage de sortie des eaux traitées.
  - > Filière boues :
    - La construction d'un puits de recirculation et d'un épaisseur statique ;
    - La construction d'un ouvrage tampon ;

- La mise en place d'une presse à vis pour la déshydratation des boues. Les boues seront évacuées par compostage.
  - > Traitement de l'air : pas de traitement de l'air prévu pour la station ;
  - > Atelier d'exploitation (11,5 m<sup>2</sup>).
- ▶ Equipements annexes :
  - > L'installation de champs de panneaux photovoltaïques.

La production et le suivi de l'instruction des autorisations réglementaires est assurée par le maitre d'œuvre.

La production et le suivi de l'instruction du permis de construire est assurée par le Titulaire.

Le marché qui sera conclu à l'issue de cette procédure comprend les études et les prestations nécessaires à la réalisation des travaux conformément aux garanties souscrites par le Titulaire.

Il comprend également la mise au point, la mise en régime, l'observation en marche industrielle des nouvelles installations et leur conduite durant les essais de garantie.

**Lieu d'exécution :**

Station d'épuration de MONTAUBAN DE BRETAGNE  
Lieu-dit Chaillou  
35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE

**Références à la Nomenclature :**

Code CPV principal :

- ▶ 45232420 : Travaux de construction de stations d'épuration des eaux usées

Codes CPV additionnels :

- ▶ 45252127 : Travaux de construction de stations de traitement des eaux usées
- ▶ 45232421-9 : Station de traitement des eaux usées
- ▶ 45252100-9 : Station d'épuration
- ▶ 45232410-9 : Travaux d'assainissement
- ▶ 45232411-6 : Travaux de construction de canalisations d'eaux usées
- ▶ 45232423-3 : Stations de pompage des eaux usées
- ▶ 45112100-6 : Travaux de creusement de tranchées
- ▶ 45112500-0 : Travaux de terrassement
- ▶ 45220000-5 : Ouvrages d'art et de génie-civil
- ▶ 45262311-4 : Travaux de gros œuvre en béton

## ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 2.1. Définition de la procédure

La présente consultation pour la passation d'un marché de travaux est lancée selon la procédure d'appel d'offres ouvert visée aux articles L.2124-2 ; R.2124-2-1° ; R.2161-1 à R.2161-5 et est soumise aux modalités de publicité définies aux articles R.2131-16 et R.2131-17 du code de la commande publique.

### 2.2. Structure de la consultation

La présente consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens de l'article L.2113-10 du code de la commande. Les prestations donneront lieu à un marché unique.

### 2.3. Structure du marché

Le marché n'est pas un marché à tranche(s) optionnelle(s) au sens de l'article R.2113-4 du code de la commande publique.

Le marché n'est pas décomposé en phases.

### 2.4. Type de contractants

L'attributaire pourra être une entreprise seule ou à un groupement d'entreprises conjointes ou solidaires.

Si le groupement attributaire est un groupement conjoint, le mandataire dudit groupement sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

En application de l'article R 2142-27 du code de la commande publique :

- ▶ Les tâches spécifiques énumérées ci-dessous devront être exécutées par le mandataire du groupement :
- ▶ Process de traitement de l'eau
- ▶ En outre, compte-tenu de la complexité des travaux et aménagements à réaliser, le maître d'ouvrage souhaite que les travaux suivants soient réalisés par des membres du groupement clairement identifiés justifiant des capacités techniques et professionnelles suivantes :

Taches spécifiques	Capacité techniques et professionnelles requises
Génie Civil	- FNTF 1631 - FNTF 164
Equipement station de pompage	- FNTF 5421 - FNTF544
Canalisation de transfert	- FNTF 5152 - FNTF 5112



Les groupements doivent être constitués dès la remise des candidatures. Aucun groupement ne pourra être constitué ultérieurement.

En application de l'article R.2142-21-1° du code de la commande publique, il est interdit aux soumissionnaires de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

## 2.5. Variante

Les variantes sont interdites. Les soumissionnaires ne pourront proposer qu'une seule solution technique dans le cadre de leur offre. Cette solution doit répondre en tous points à la solution technique de base définie dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## 2.6. Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comprend pas de prestations supplémentaires éventuelles.

## 2.7. Compléments et dérogations à apporter au cahier des charges de la consultation

À l'exception des dispositions du bilan prévisionnel d'exploitation, aucun complément ou dérogation aux exigences du cahier des charges ne pourra être apporté par les soumissionnaires dans leur offre, sous peine d'élimination.

## 2.8. Modifications de détail au dossier de consultation

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation.

Les soumissionnaires disposeront au minimum d'un délai de **10 jours** à compter de la notification de ces modifications pour les prendre en compte.

Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

## 2.9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **180 jours**.

Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres mentionnée en page de garde du présent document.

## 2.10. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont imposés aux soumissionnaires qui devront les préciser dans l'acte d'engagement tout en respectant, le cas échéant, le délai plafond imposé.

Ces délais incluent :

- ▶ La période de préparation, y compris les opérations complémentaires de localisation de réseaux enterrés à réaliser, le cas échéant, par le Titulaire au cours de cette période,
- ▶ Le délai de construction tenant compte, le cas échéant, des précautions particulières à respecter par référence au guide technique visé à l'article R.554-9 du code de l'environnement,
- ▶ Les délais respectifs des périodes de mise au point ; mise en régime et d'observation en marche industrielle définies dans le CCAP.

## 2.11. Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les dispositions prévues aux articles R.4532-1 à R.4532-98 du code du travail telles qu'elles résultent du décret n°94 1159 du 26/12/1994 sont applicables.

La catégorie de l'opération est : **Catégorie 2.**

Les entreprises seront tenues de remettre au coordonnateur S.P.S. un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé selon les modalités définies au CCAP.

Les dispositions de la recommandation R472 du CTN-C du 19/02/2012 s'appliquent en cas de travaux réalisés en espace confiné.

## 2.12. Travaux réalisés à proximité de réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution

Les travaux ne sont pas soumis aux dispositions des articles L.554-1 et suivants du code de l'environnement ; R.554-1 à R.554-38 du code de l'environnement et à l'arrêté du 15/02/2012 modifié concernant la sécurité des réseaux souterrains aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

## 2.13. Conditions particulières d'exécution

### Clauses d'insertion sociales

Le marché comprend une clause d'insertion sociale avec au minimum 200H d'insertion et/ou formation pour la réalisation des travaux.

### Clauses environnementales

Cette consultation comporte des conditions d'exécution environnementales dont le détail est indiqué au CCAP. Toute offre qui comporterait des réserves par rapport à ces dispositions ou qui ne les respecterait pas sera déclarée irrégulière pour non-respect du cahier des charges.

### Marchés réservés

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissement visé à l'article 13 du décret.

## 2.14. Eco-contribution concernant les matériaux et produits de construction pour le bâtiment

La loi AGECE du 10/02/2020 codifiée aux articles L.541-10 et suivants du code de l'environnement prévoit le versement d'une éco-contribution par les producteurs de produits et matériaux de constructeurs dans le secteur du bâtiment pour toutes les facturations effectuées à partir du 01/05/2023.

La liste des produits et matériaux est précisée dans l'avis NOR TREP 2232096V « relatif au champ d'application de la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment ».

Les soumissionnaires doivent prendre en compte le surcoût généré par cette éco-contribution dans l'établissement des prix correspondants de leur offre.

## 2.15. Hausse des matières premières

Le CCAP comprend une clause de révision de prix et une clause de réexamen permettant de faire face aux éventuelles augmentations de prix.

Nous invitons les soumissionnaires à prendre connaissance de ces dispositions pour l'élaboration de leurs offres.

## ARTICLE 3. CONTENU ET MODALITÉS DE CONSULTATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

### 3.1. Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le contenu des pièces du Dossier de Consultation des Entreprises est précisé en annexe 1 du présent Règlement de Consultation.

### 3.2. Modalités de consultation du dossier de consultation des entreprises

Les candidats doivent télécharger le dossier de consultation sur la plateforme accessible à l'adresse du profil acheteur précisée à la section 2 de l'avis d'appel public à la concurrence.

Il est recommandé aux candidats de s'identifier sur la plateforme avant le téléchargement du dossier de consultation des entreprises et de communiquer le nom de la personne physique chargée du téléchargement ainsi qu'une adresse mail à laquelle lui seront envoyées les modifications et précisions éventuelles apportées aux documents de la consultation et les courriers de notification dématérialisés liés à la passation, à l'attribution du marché et à son exécution.

**En l'absence d'identification préalable, les candidats ne seront pas informés des éventuelles modifications de la consultation et en assureront l'entière responsabilité dans l'élaboration de leur offre.**

## ARTICLE 4. CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS ET SÉCURISATION DE LA PROCÉDURE

### 4.1. Conditions de transmission des plis

Les candidats doivent remettre impérativement le pli contenant le dossier « candidature » et le pli contenant le dossier « offre » par voie électronique sur la plateforme accessible à l'adresse du profil acheteur précisée à la Section 2 de l'avis d'appel public à la concurrence, avant la date et l'heure de remise des offres.

**Aucune autre forme de transmission électronique (par exemple par courriel électronique) n'est admise.**

Le pli contenant le dossier « offre » peut être accompagné d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD Rom ou clé USB) ou sur support papier à l'adresse indiquée ci-dessous :

**COMMUNAUTE DE COMMUNES SAINT MEEN MONTAUBAN**

Manoir de la Ville Cotterel

46 rue de Saint Malo CS 26042

35360 MONTAUBAN DE BRETAGNE

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les plis seront considérés comme « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de remise des offres.

Toutefois en cas de copie de sauvegarde, l'heure limite fixée pour la remise des plis est appréciée au commencement de la transmission même si celle-ci s'achève après l'heure limite.

Chaque pli est présenté sous la forme d'un seul fichier compressé au format .zip et nommé « XXX YYYY», XXX correspondant à la dénomination sociale de l'entreprise candidate ou de l'entreprise mandataire en cas de groupement et YYY correspondant au contenu du pli : « candidature » pour les pièces du dossier de candidature et « offre » pour les pièces du dossier de l'offre.

Pour chacun des plis, les documents seront nommés « nom.extension », où :

- ▶ « nom » correspond au libellé du document ou à son abréviation en se conformant aux indications fournies dans l'annexe « nommage des documents à remettre par les candidats » jointe au présent règlement de consultation.
- ▶ « .extension » correspond au format utilisé - exemple : .pdf, .odt, ...

Les libellés ne devront contenir ni espace (remplacé par le signe \_ en utilisant la touche 8 du clavier), ni accent.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : pdf, odt, rtf, doc(x), odf, xls(x), ods, txt, jpeg, ppt, -les fichiers générés aux formats précédents et compressés au format Zip (.zip)-.

En cas de difficulté, les candidats peuvent contacter le support technique du profil acheteur dont les coordonnées et les heures d'accueil figurent sur la plateforme.

## 4.2. Modalités de sécurisation de la procédure

Avant toute transmission par voie électronique, les documents devront être traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Chaque transmission électronique fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le rejet d'une candidature en application de l'article R.2144-7 du code de la commande publique entraîne l'effacement de l'intégralité de l'offre, des fichiers du Maître d'ouvrage. Le candidat en est informé.

Si la transmission est accompagnée d'une copie de sauvegarde, celle-ci est détruite sans avoir été ouverte.

Toute nouvelle offre envoyée par voie électronique par le même candidat, annule et remplace l'offre précédente.

## ARTICLE 5. MODALITÉS DE PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### 5.1. Documents à produire au titre de la candidature

Conformément aux dispositions des articles R.2143-13 et R.2143-14 du code de la commande publique, il est précisé que :

- ▶ Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique géré par les candidats, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.
- ▶ Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis au service acheteur lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les candidats qui le souhaitent pourront présenter leur candidature sous la forme d'un document électronique unique de marché européen (e DUME) téléchargeable sur le site chorus pro : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr> ou à partir du formulaire type de e DUME figurant en annexe 2 du règlement d'exécution 2016/7 de la Commission européenne du 5 janvier 2016, en lieu et place de l'ensemble des documents et renseignements justifiant de leurs capacités.

En cas de groupement, chacun de ses membres doit remettre un E DUME.

Le e DUME doit être dûment complété : la partie II ; les rubriques A ; B ; et C de la partie III, les rubriques B ; C ; et D de la partie IV.

Les candidats ne peuvent pas se contenter pour la partie IV « critères de sélection » de remplir la section A « indication globale pour les critères de sélection ». Ils doivent remplir les autres sections pour pouvoir justifier des exigences requises au titre de la consultation.

**Ils doivent également fournir sous forme de fichier séparé :**

- ▶ **Les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat**
- ▶ **Les attestations d'exécution de bonne fin pour les références qui ne sont pas disponibles par voie électronique (système de stockage, site Web, identification du fichier).**

En cas de recours aux capacités d'une ou plusieurs autres entités, les candidats devront fournir un e DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités concernées.

Le e DUME devra obligatoirement être rédigé en français.

Les candidats souhaitant réutiliser un e DUME déjà utilisé dans une procédure antérieure devront confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

A défaut d'utiliser le e DUME, le dossier « candidature » contiendra :

- ▶ les formulaires DC1 et DC2 dûment remplis (dernière version) téléchargeables sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ; ou tout autre document contenant les mêmes informations ;
- ▶ Une attestation d'assurance responsabilité civile et décennale en cours de validité ;
- ▶ Les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat

En cas de groupement conjoint, la répartition des prestations entre ses membres doit être précisée en rubrique E du formulaire DC1.

Le formulaire DC2 devra être complété comme suit :

► **Rubrique F1 :**

**Capacités économiques et financières**

	Niveau minimum requis
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global des 3 dernières années et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Chiffre d'affaire annuel > 3 000 000 € pour chaque l'entreprise process et l'entreprise génie civil

► **Rubrique G :**

**Déclaration des moyens du candidat :**

- > Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels des candidats et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
- > Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature,
- > Indication des titres d'études et professionnels du candidat et notamment des responsables de conduite de travaux,
- > Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché,

**Références professionnelles :**

Références d'ouvrages réceptionnés au cours des 5 dernières années ou en cours d'exécution ; de même nature et importance, appuyées pour les références les plus importantes, d'attestations de bonne exécution précisant les lieux et dates de réalisation, et si les travaux ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin. Une même référence peut être utilisée dans plusieurs catégories. Les références de travaux exécutés depuis plus de 5 ans sont également prises en compte, les plus récentes restant préférables.

À titre indicatif, il est précisé qu'il est attendu la fourniture d'au moins 2 références par catégorie, sans toutefois que la présentation d'un nombre moindre de références ne puisse justifier à elle seule l'élimination d'un candidat si les références fournies attestent de sa capacité à réaliser l'objet du marché.

Libellé	Niveau minimum requis
<i>Pour le génie épuratoire</i>	
Les études d'exécution et la réalisation d'une unité complète de stations d'épuration urbaines de type boues activées	Stations d'épuration de capacité nominale supérieure ou égale à 7 500 équivalents-habitants

<i>Pour le génie civil</i>	
Les études d'exécution et la réalisation d'ouvrages de contenance hydraulique et de bâtiments en génie civil	Ouvrages de contenance hydraulique en génie civil et d'une capacité utile minimale de 1 900 m <sup>3</sup>
<i>Pour l'électricité-contrôle-commande</i>	
Les études d'exécution et la réalisation d'une installation d'électricité-contrôle-commande neuve, dans le cadre d'une construction neuve ou d'une réhabilitation	Stations d'épuration de capacité nominale supérieure ou égale à 7 500 équivalents-habitants ou usine d'eau potable de capacité supérieure ou égale à 180 m <sup>3</sup> /h
<i>Pour la production d'énergie renouvelable</i>	
Les études d'exécution et l'installation de panneaux photovoltaïques	Installation de panneaux photovoltaïques avec une surface supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup>

Afin d'apprécier les capacités techniques du candidat, les références demandées devront être présentées dans un tableau de synthèse intégré au formulaire DC2 et les données suivantes seront renseignées pour chacune d'elles :

- ▶ Année d'exécution de la prestation et date de mise en service pour les références concernant la réalisation d'ouvrage ;
- ▶ Lieu (ville, pays) ;
- ▶ Type d'installation ;
- ▶ Maître d'ouvrage ;
- ▶ Montant en € HT ;
- ▶ Type de prestation assurée par le candidat concerné par la référence.

### Qualifications professionnelles

Désignation des prestations	Certificats qualification professionnelle
Travaux de génie épuratoire	SYNTEAU : classe 2 de 2 000 à 10 000 EH
Travaux de génie civil	Qualification FNTF 1631 : Bassins divers relatifs à l'épuration des eaux usées d'une capacité supérieure à 1 000 m <sup>3</sup> ; Qualification FNTF 164 : Génie civil des stations de pompage, refoulement, relèvement, stations de traitement d'eau potable ou d'eaux usées ;
Equipement station de pompage	Qualification FNTF 5421 Qualification FNTF544



Désignation des prestations	Certificats qualification professionnelle
Travaux de canalisations	Qualification FNTTP 5152 (construction de réseau EU à surface libre en présence de nappe, profondeur entre 3,5 et 5,50 m) ; Qualification FNTTP 5151 à substituer à la 5152 si profondeur supérieure à 5,50 m ; Qualification FNTTP 519 (construction de réseau de refoulement diamètre supérieur à 250 mm) ; Qualification FNTTP 713 Forage horizontal. Qualification FNTTP 5112

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les candidats étrangers pourront fournir ceux délivrés par les organismes de leur pays d'origine

► **Rubrique H :**

Les candidats doivent justifier pour les opérateurs désignés dans leur candidature des mêmes capacités que celles qui leur sont demandées.

Ils doivent également produire soit une lettre d'engagement de chacun d'eux soit les contrats par lesquels ils s'engagent à exécuter les prestations correspondantes.

## 5.2. Présentation des offres

### 5.2.1. Visite sur site

Préalablement à l'élaboration de leur offre, les soumissionnaires doivent effectuer une visite sur le site. Cette visite sur site est fortement recommandée pour permettre aux candidats d'établir leur offre en toute connaissance du site et des contraintes de réalisation des travaux.

**Date de visite de site : Mardi 3 juin 2025 à 10h sur le site de la station d'épuration actuelle**

**Inscription nécessaire avant le 28/05/2025 en envoyant un mail à l'adresse mail :**

[assainissement@stmeen-montauban.fr](mailto:assainissement@stmeen-montauban.fr)

Les candidats n'ayant pas assisté à cette visite sur site ne pourront pas s'en prévaloir par la suite pour justifier des réclamations en cours d'exécution, fondées sur un manque de connaissance du site ou des contraintes de réalisation des travaux.

Le rendez-vous est donné à l'adresse suivante : Station d'épuration actuelle, Avenue de la gare 35630 MONTAUBAN DE BRETAGNE

Le nom des visiteurs sera consigné sur un registre signé par chaque candidat ; ce registre sera conservé par le maître d'ouvrage.

### 5.2.2. Documents à fournir

L'offre contiendra les pièces décrites à l'annexe 2.

Chaque prestation supplémentaire éventuelle sera définie et figurera comme telle, dans les diverses pièces constitutives des offres des soumissionnaires (chaque mémoire et plans) ; leur prix figure dans l'acte d'engagement et dans les documents relatifs aux prix et est soumis aux mêmes règles de variation de prix que les autres prestations du marché, de même nature.

### 5.2.3. Contenu des documents fournis

Tous les documents constituant ou accompagnant les offres des soumissionnaires doivent être entièrement rédigées en langue française. Les montants monétaires sont obligatoirement exprimés en euro.

**NB :** Il est rappelé que la production de toutes ces pièces est obligatoire et que le manque de l'une d'entre elles constituera un motif d'élimination du soumissionnaire.

## ARTICLE 6. MODALITÉS D'OBTENTION DES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques **6 jours** avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Les candidats devront faire parvenir leur demande de renseignements complémentaires au plus tard **12 jours** avant la date limite de remise des offres.

Toutefois, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de répondre à des demandes qui seraient faites postérieurement sous réserve de respecter le délai limite de 6 jours avant la date limite de remise des offres.

## ARTICLE 7. RECOURS A D'AUTRES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

### 7.1. Opérateurs économiques invoqués à l'appui de la candidature

Les candidats ne disposant pas de toutes les capacités techniques, financières et économiques requises, peuvent faire appel à d'autres opérateurs économiques, sous réserve des restrictions éventuelles définies dans le CCAP concernant certaines tâches essentielles qui doivent être exécutées directement par le Titulaire.

Ils doivent alors, dès la candidature, préciser leur identité, leur adresse, adresse électronique, numéro de téléphone, télécopie, leur numéro SIRET et justifier pour ces opérateurs des mêmes capacités que celles qui leur sont demandées. Ils doivent également produire soit une lettre d'engagement de chacun d'eux soit les contrats par lesquels ils s'engagent à exécuter les prestations correspondantes.

### 7.2. Dispositions concernant la sous-traitance

Pour la sous-traitance désignée au moment de la remise des offres, les soumissionnaires préciseront, pour chaque prestation sous-traitée, son montant ainsi que le nom des entreprises désignées.

Ils joindront à cet effet pour chaque sous-traitant l'annexe financière à l'Acte d'Engagement dûment complétée, signée et accompagnée des pièces et renseignements mentionnés ci-dessous :

- ▶ Capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- ▶ Déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne se trouve dans aucun des cas d'exclusion visés aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Pour la sous-traitance envisagée au moment de la remise des offres, les soumissionnaires préciseront dans l'acte d'engagement pour chaque prestation qu'ils envisagent de sous-traiter en cours d'exécution du marché, son montant ainsi que le nom des entreprises pressenties.

La sous-traitance totale est interdite.

## **ARTICLE 8. SIGNATURE ÉLECTRONIQUE DES PIÈCES**

La signature électronique n'est pas exigée pour la remise des candidatures et des offres.

Toutefois les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat et l'habilitation du mandataire du groupement, lorsqu'elle est requise, doivent être signés de manière manuscrite et scannés pour la remise de leur candidature.

Les candidats sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

## **ARTICLE 9. SÉLECTION DES CANDIDATURES, EXAMEN DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

La présente procédure est ouverte. Elle se déroulera en une phase unique qui consistera en l'analyse et la sélection des candidatures puis en l'analyse et la sélection des offres.

Le Maître d'ouvrage peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

### **9.1. Vérification et sélection des candidatures**

La vérification et la sélection des candidatures sont effectuées selon les modalités définies aux articles R.2144-1 à R.2144-4 et R.2144-6 à R.2144-7 du code de la commande publique.

Les candidatures arrivées hors délai sont éliminées.

Les candidats entrant dans les cas d'exclusion de plein droit de la procédure de passation, définis aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique seront exclus.

Les candidats entrant dans les cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur de la procédure de passation, définis aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique seront exclus

s'ils ne fournissent pas les justificatifs visés à l'article L.2141-11 du code de la commande publique dans les délais impartis par le Maître d'ouvrage.

Les candidatures incomplètes sont éliminées. Le Maître d'ouvrage se réserve toutefois la faculté de demander aux candidats de compléter leur dossier de candidature.

Les candidatures restantes seront examinées et sélectionnées au regard des capacités et des références fournies par les candidats.

Pour l'examen des candidatures, le Maître d'ouvrage peut demander aux candidats d'explicitier les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Pour un groupement, l'appréciation des capacités techniques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises.

Les candidats qui ne satisfont pas aux exigences de capacité requises sont éliminés.

## 9.2. Examen des offres et attribution du marché

### 9.2.1. Conditions générales

L'examen des offres et l'attribution du marché sont effectués selon les modalités définies aux articles L.2152-1 à L.2152-8 et R.2152-1 à R.2152-13 du code de la commande publique.

A titre de précision, une offre ne comportant pas tout ou partie des documents à produire mentionnés à l'article 5.2.2 ou comportant des documents incomplets et qui sont nécessaires au jugement des offres, sera jugée irrégulière.

Le Maître d'ouvrage élimine les offres qui sont arrivées hors délai et procède à l'examen de l'ensemble des offres restantes.

Il élimine également les offres inappropriées, les offres inacceptables et les offres irrégulières en se réservant toutefois la possibilité de demander aux soumissionnaires concernés de régulariser leur offre irrégulière.

#### **Le Maître d'Ouvrage a qualifié comme intangible les exigences suivantes :**

- ▶ Les engagements minimaux attendus par le Pouvoir adjudicateur au titre de l'insertion sociale ;
- ▶ L'ensemble des prescriptions décrites dans la pièce et « Données de base » ;
- ▶ Les éléments décrits comme intangibles dans le document intitulé « Prescriptions techniques process » ;
- ▶ L'ordre de priorité des pièces constitutives du marché telles qu'elles figurent dans le CCAP ;
- ▶ Les critères de jugement des offres.

### 9.2.2. Critères d'évaluation des offres

La proposition de classement du Maître d'ouvrage ainsi que le classement par la commission d'appel d'offres est effectué au vu des critères pondérés définis ci-dessous :

N°	Critère ou sous-critère	Coefficient de pondération	Pièces utilisées
----	-------------------------	----------------------------	------------------

	de jugement	Par critère	Par sous- critère	
<b>1</b>	<b>Valeur technique de l'offre</b>	<b>42.5</b>	-	
1.1	Génie épuratoire et équipements	-	20	- Mémoire process et équipements (y compris canalisations) - Dossier de plans
1.2	Génie civil et mode de réalisation des travaux de génie civil et VRD	-	12.5	- Mémoires génie civil et VRD - SOPAQ - SOGED - Dossier de plans
1.3	Génie électrique et automatique	-	5	- Mémoire électricité contrôle commande - Dossier de plans
1.4	Facilité d'exploitation (instrumentation, manutention, accès sécurité)	-	5	- Mémoire process et équipements - Mémoires génie civil et VRD - Dossier de plans
<b>2</b>	<b>Performances techniques et environnementales</b>	<b>17.5</b>	-	
2.1	Niveau d'engagement performantiel et garanties souscrites : - Garanties de traitement, et cohérence avec les solutions techniques proposées et avec le bilan d'exploitation - Garanties de consommation de réactifs et de consommables (eau, ...), et cohérence avec les solutions techniques proposées et avec le bilan d'exploitation - Garanties de productions d'énergies renouvelables et cohérence avec les solutions techniques		10	- Cahier des garanties souscrites - Mémoire process et équipements - Bilan prévisionnel d'exploitation (BPE)
2.2	Mesures pour la préservation de l'environnement : - Bilan carbone de la phase chantier et de la phase exploitation, et pertinence du calcul présenté		7.5	- SOGED - Mémoire performances techniques et environnementales

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pertinence des solutions proposées en matière d'écoconception des ouvrages et bâtiments</li> <li>- Pertinence des solutions proposées pour la valorisation matière (déchets, terres évacuées, ...)</li> <li>- Pertinence des mesures et aménagements dédiés à la préservation de l'environnement et de la biodiversité, et à la limitation des impacts sur l'environnement (bruits, odeurs, ...)</li> </ul>			
<b>3</b>	<b>Valeur financière de l'offre</b>	<b>40</b>	-	
3.1	Coût des prestations	-	30	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Acte d'engagement</li> <li>- Décomposition du Prix Global et Forfaitaire</li> </ul>
3.2	Coût prévisionnel d'exploitation sur les réactifs et l'électricité	-	10	- Bilan prévisionnel d'exploitation (BPE)
	<b>TOTAL</b>	<b>100</b>		

Le coefficient de pondération affecté à chaque critère permet de déterminer la note globale de l'offre sur 100.

Lorsqu'un critère est composé de sous critères, la notation du critère correspond à la somme des notations de ses sous critères.

### 9.2.3. Attribution du marché

La Commission d'appel d'offres attribuera le marché à l'offre ayant la note la plus élevée.

Lors de l'examen des offres, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le présent règlement ne sera pas pris en compte.

Les erreurs purement matérielles de multiplication, d'addition ou de report dont nul ne pourrait se prévaloir de bonne foi, figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire de l'offre d'un soumissionnaire, seront prises en compte et le montant de la décomposition du prix global et forfaitaire sera rectifié en conséquence pour le jugement des offres, après avoir recueilli l'accord de l'intéressé.

Les autres erreurs constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire ne seront pas prises en compte dans le jugement des offres. Toutefois, si le soumissionnaire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec les prix correspondants et en cas de refus son offre sera éliminée comme irrégulière.

Si le soumissionnaire retenu ne fournit par les certificats, attestations et déclaration(s) sous serment visés à l'ARTICLE 11 ci-dessous dans les délais qui lui sont impartis, son offre est rejetée et l'élimination du soumissionnaire est alors prononcée par le Maître d'ouvrage qui présente la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

Le Maître d'ouvrage peut en accord avec le soumissionnaire retenu procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles notamment financières de l'offre ni le classement des offres.

## ARTICLE 10. SIGNATURE DU MARCHÉ

Il est recommandé que le marché sera signé électroniquement par le Maître d'ouvrage et le Titulaire qui devra disposer d'un certificat de signature électronique répondant aux exigences de l'arrêté du 22/03/2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

## ARTICLE 11. DOCUMENTS JUSTIFICATIFS DE RÉGULARITÉ FISCALE ET SOCIALE

Les documents suivants devront être remis par le soumissionnaire retenu dans un délai de **8 jours** à compter de la réception de la demande du Maître d'ouvrage :

- ▶ Une déclaration sur l'honneur signée par la personne habilitée à engager l'entreprise, attestant que ses dirigeants et les personnes ayant pouvoir de l'engager dans le cadre de l'exécution du marché ne se trouvent pas dans un cas d'exclusion de la procédure de passation de marché mentionné aux articles L.2141-1 et L.2141-3 à L.2141-5 du code de la commande publique,
- ▶ La copie des décisions de justice prononcées dans le cadre d'un redressement judiciaire justifiant l'habilitation du soumissionnaire à poursuivre l'activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché, si une telle procédure a été ouverte à son encontre.

Si le soumissionnaire ne dispose pas d'une carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics délivrée par la fédération nationale des travaux publics, il devra également fournir l'attestation de versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries, délivrée par les caisses de congés payés compétentes pour les cotisations de congés payés et de chômage intempéries.

Lorsque, dans les conditions prévues à l'article L.114-10 du code des relations entre le public et l'administration, le Maître d'ouvrage ne peut obtenir auprès des administrations concernées les attestations de régularité fiscale, de régularité sociale et de vigilance, le certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, la carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics le cas échéant, les attestations d'inscription au registre du commerce et des sociétés (ou des métiers), il en fait la demande au soumissionnaire retenu qui devra les lui fournir dans le même délai.

En cas de groupement, chacun des membres du groupement doit produire les documents précités.

En outre le mandataire devra produire un document signé par l'ensemble des membres du groupement, l'habilitant à les représenter et précisant les conditions de cette habilitation.

En outre si le marché est d'un montant égal ou supérieur à 5 000 euros HT, le candidat devra produire dans le même délai les pièces prévues aux articles D.8222-5 du code du travail (pour les candidats établis en France) et R.1263-12 du code du travail (en cas de détachement de salariés) et D.8222-7 du code du travail (pour les candidats établis à l'étranger) et D.8254-2 à D 8254-5 du code du travail pour les salariés étrangers.

Tous les documents produits doivent être rédigés en français

Par ailleurs, pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire devra produire les documents et satisfaire l'ensemble des obligations définies dans le CCAP au titre de lutte contre le travail dissimulé.



## ARTICLE 12. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### 12.1. Traitement des données personnelles

La participation à la consultation emporte acceptation des candidats concernant le traitement des données personnelles les concernant figurant dans leur dossier de candidature et d'offre.

Les candidats s'engagent à obtenir la même acceptation pour le traitement des données personnelles de tous les intervenants pour leur compte désignés dans le cadre de la présente consultation.

Ces données personnelles sont définies à l'article 4 du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

Pour garantir la protection des données personnelles, le Maître d'ouvrage s'engage à :

- ▶ Ne pas traiter, utiliser ni divulguer ces données personnelles à d'autres fins que celles nécessaires à la procédure de consultation, à l'exception des données personnelles concernant l'attributaire qui sont nécessaires à la conclusion du marché et à son exécution,
- ▶ Prendre toute mesure de sécurité notamment matérielle pour assurer la conservation et l'intégrité des données personnelles traitées, pendant la durée d'archivage réglementaire,
- ▶ Procéder au terme de ce délai à la destruction de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant des données personnelles.

### 12.2. Instance chargée des procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Greffe du tribunal administratif de Rennes

Adresse : 3 contour de la Motte, CS 44416, 35044 RENNES

Téléphone : 02.23.21.28.28

Télécopieur : 02.99.63.56.84

Courrier électronique (e-mail) : greffe.ta-rennes@juradm.fr